

Samsung Techwin se développe en France

Le groupe sud-coréen a créé en France en décembre 2008 une division dédiée à la commercialisation de matériels de vidéosurveillance dont les ventes « suivent une progression intéressante », déclare à En Toute Sécurité Christophe Dulin, responsable du développement des ventes de Samsung Techwin France.

L'équipe est dirigée par Jamel Djebari, ancien de Dedicated Micros France, tandis que Matthieu Lucas est responsable technique

et que Christophe Dulin, ancien responsable des comptes stratégiques d'ADT, a été recruté en août dernier.

« Nous voulons figurer parmi les cinq premiers fabricants de matériel de vidéosurveillance d'ici à 2011 et nous avons les moyens d'atteindre cet objectif », affirme Christophe Dulin. La division commercialise des caméras, des dômes, des enregistreurs et des écrans.

« Nous nous positionnons sur des projets gros consommateurs de vidéosurveillance comme les transports, la logistique, les collectivités locales, les sociétés d'autoroutes ou la grande distribution », ajoute-t-il. En France, Samsung Techwin est concurrent d'Aasset Security qui commercialise des matériels de



Christophe Dulin :
« Nous voulons figurer parmi les cinq premiers fabricants de matériel de vidéosurveillance d'ici à 2011 ».

vidéosurveillance de Samsung Electronics plutôt sur des segments de marché moins sensibles ou haut de gamme. « Ce ne sont pas tout à fait les mêmes produits et les mêmes cibles », souligne Christophe Dulin. La marque Samsung constitue l'une des principales sources de revenus d'Aasset Security, dont le CA est supérieur à 30 M€, avec une part significative réalisée dans plusieurs pays européens.

Techwin commercialise ses matériels par l'intermédiaire d'une dizaine de distributeurs (ADI, Sonepar, AVC, DVS, etc.) et songe à travailler avec des intégrateurs, comme des électriciens ou des spécialistes de la sécurité.

Implantation européenne

Le développement de Samsung Techwin en France se situe dans la continuation d'une implantation européenne plus large entamée en mars 2008. Aujourd'hui, la division Sécurité professionnelle emploie une cinquantaine de personnes en Europe, principalement en Grande-Bretagne, mais aussi en Allemagne, Espagne, Italie, France, Russie et Tchéquie. D'ici l'année prochaine, elle s'installera au Benelux, en Scandinavie, en Roumanie et en

15 OCTOBRE 2009
N° 464 | 21^e ANNÉE

- Les objectifs de Til Technologies
- Tag Technologies élargit son réseau de distribution
- Une Tribune libre de Daniel Rémy

Turquie. Un directeur du développement stratégique a d'ailleurs été recruté le mois dernier, en la personne de Dean Brazenall, ancien responsable commercial pour le Royaume-Uni et l'Irlande chez Bosch Security Systems. Une quarantaine de produits sont lancés pendant l'année 2009.

Samsung Techwin a été fondé en 1977 et emploie 7000 salariés dans le monde, notamment dans les domaines de la défense, de l'ingénierie, de l'aéronautique ou des circuits imprimés. Le gigantesque conglomérat coréen Samsung s'est lancé dans la sécurité électronique en 2000. ■

L'Atlas d'entoutesécurité
l'ouvrage de référence
de la profession

ATLAS 2009 - 2010
Panorama économique du marché de la sécurité



entoutesécurité

- L'impact de la crise économique sur la profession de la sécurité privée : les performances chiffrées de 1500 entreprises.

Aides gouvernementales pour la vidéosurveillance

2

Le gouvernement a décidé début octobre de doubler (pour le porter à 20 M€ en 2010) le budget d'aide aux communes pour l'implantation et l'exploitation de leurs systèmes de vidéosurveillance. François Fillon a également confirmé que la LOPPSI, dont le projet sera bientôt débattu au Parlement, facilitera la vidéosurveillance, notamment en permettant aux municipalités de mutualiser leurs coûts pour les PC de super-

vision. Le Premier ministre a également annoncé que les opérations « Tranquillité vacances » qui visent à lutter contre les cambriolages pendant l'été seront étendues à tous les congés scolaires.

Mesures contre les violences scolaires

Par ailleurs, le gouvernement a abandonné son projet d'habiliter les chefs d'établissements scolaires à fouiller les cartables des

élèves. Cette mesure annoncée en mai dernier (voir ETS n°457) avait provoqué un tollé de la part des organisations syndicales. En revanche, la création d'équipes mobiles d'intervention et de prévention a été conservée : elles seront opérationnelles dans toutes les académies avant la fin de l'année. Les portiques de sécurité seront installés en fonction des demandes des établissements. ■

les décideurs

Patrice de Carné nommé directeur général d'Eryma Security Systems

Patrice de Carné, 53 ans, a été nommé directeur général d'Eryma Security Systems.

Il remplace Bernard Chanelle qui occupait temporairement cette fonction en complément de son poste principal de directeur général d'Eryma Group. Eryma Security Systems résulte de la fusion fin 2008



d'Eryma (anciennement Siemens Security Systems) et de Martec Serpe (voir ETS n°444).

Patrice de Carné a exercé diverses fonctions dans la sécurité depuis plus de vingt ans, notamment dans la sécurité incendie, et a longtemps côtoyé Philippe Malterre, aujourd'hui président d'Eryma Group.

Ingénieur de l'Ecole spéciale de mécanique et d'électricité, il a rejoint Cerberus en 1986 pour devenir directeur des opérations en régions et directeur de l'activité services. En

2004, il succède à Philippe Malterre comme directeur de Siemens Fire Safety quand celui-ci prend la tête de Siemens Building Technologies (voir ETS n°343). Lorsque Philippe Malterre quitte SBT en 2007 pour fonder Eryma, Patrice de Carné

le remplace comme directeur général. Il quitte SBT en septembre 2008 (voir ETS n°441). Patrice de Carné a également été président du Groupement français des industries électroniques de sécurité incendie (voir ETS n°345 et 366). ■

Frédéric Rivognac, directeur commercial de Castel

Frédéric Rivognac est nommé directeur commercial de Castel, spécialiste du contrôle d'accès et de l'interphonie. Il possède une expérience de 15 ans dans le développement de réseaux commerciaux en France et à l'international, dont dix ans dans la sécurité. Par ailleurs, Paul Santos est nommé responsable communication de l'entreprise.

François Gandilhon, ancien directeur commercial chez G4S France, a rejoint Prosecur France comme directeur comptes globaux pour l'activité Surveillance humaine.

Olivier Buquen est nommé délégué interministériel à l'intelligence économique, un poste créé le mois dernier pour remplacer Alain Juillet (voir ETS n°455 et 463). Considéré comme très proche de Brice Hortefeux, cet ancien maire de Carnac a occupé diverses fonctions pendant douze ans chez Paribas et huit ans chez Plastic Omnium où il était directeur du développement.

Alain Bauer récidive dans le roman policier historique consacré à la franc-maçonnerie : après « Les mystères de Channel Row » publié au printemps 2007, il sort aujourd'hui « Le convent de sang », toujours en association avec Roger Dachez et aux éditions JC Lattès (240 pages, prix : 16,50 €).

Sécurité publique et sécurité privée : « je t'aime, moi non plus »

En 1979, le mémoire de fin de stage présenté par l'élève-commissaire B. était intitulé : « Faut-il privatiser la police nationale ? » Avions-nous affaire à un provocateur ou à un visionnaire ? Le jury d'alors, au lieu de lui administrer un « zéro pointé », l'avait gratifié d'une excellente note. En fait, l'administration française n'a jamais pu souffrir la concurrence, d'où qu'elle vienne, alors qu'elle est un formidable stimulant. Ce qui vaut pour la police, vaut aussi bien pour l'éducation nationale ou nos hôpitaux. Ce ne sont pas les techniciens ou les « hommes de l'art » qui posent problème : ils sont généralement compétents, voire excellents pour certains d'entre eux. Le service public souffre avant tout d'une administration et d'une gestion calamiteuses, en termes de moyens et, plus grave, de ressources humaines.

Un enjeu politique majeur

A priori, on pourrait croire que la sécurité privée a aujourd'hui gagné ses « lettres de noblesse » ou, à tout le moins, qu'elle est enfin considérée comme un partenaire objectif fiable, complémentaire de la sécurité publique : il nous faudra patienter encore un peu.

En effet, alors que tous les gouvernements successifs, à gauche comme à droite, ont fait de la sécurité un enjeu politique majeur, quel responsable politique, haut-fonctionnaire ou expert patenté dira aux français l'importance considérable prise par le secteur privé dans notre société, auquel il conviendrait d'associer les polices municipales ? Que seraient les chiffres de la délinquance si, du jour au lendemain, on ramenait le poids et la qualité de la sécurité privée à ce qu'ils étaient il y a trente ans ? Tous ceux qui ont été victimes d'un vol, d'un cambriolage ou d'une agression, ont compris que l'Etat ne pouvait pas grand-chose pour eux, à charge pour

les assureurs de réparer les préjudices. Tous ceux qui, dans nos banlieues, sont les témoins de toutes sortes de trafics ne méritent-ils pas que le service public se mobilise pour leur permettre de vivre normalement ? L'une des premières missions du service public ne consiste-t-elle pas à assurer la sécurité des biens et des personnes et, en tout premier lieu, de celles qui sont les plus démunies et/ou les plus vulnérables ?

Les dépenses considérables de sécurité engagées par des acteurs privés (entreprises, organisateurs d'événements, riches particuliers) sont autant de moyens et de ressources qui devraient permettre au service public de se redéployer pour protéger les populations les plus vulnérables. Parler ici de « sécurité à deux vitesses » est un non-sens, sauf à considérer que la sécurité publique serait incompétente : une idée que je ne partage absolument pas.

La vérité, c'est qu'il existe une réelle complémentarité entre les secteurs privé et public, chacun veillant scrupuleusement à rester à sa place. Les citoyens ont tout à gagner dans ce partenariat. La compétence est d'ailleurs assez bien partagée entre le secteur public et le privé. Puissent ceux qui nous gouvernent faire comprendre à leurs administrations que les querelles idéologiques sont d'un autre âge et que tout ce qui nous divise profite à cet adversaire que nous combattons : le crime.

L'Etat ne peut plus totalement faire face

Si nul ne songe sérieusement à privatiser la police, les faits démontrent que l'Etat n'est plus en mesure de faire

face, 24 heures sur 24 et en tous lieux, à l'inexorable montée de l'insécurité. Il lui appartient donc de se recentrer totalement sur son « cœur de métier », un métier essentiellement tourné vers le grand public et, à l'intérieur de ce nouveau périmètre, d'opérer des choix. Est-il plus important de faire passer tout automobiliste pour un criminel en puissance ou de déployer des moyens pour assurer une présence dans des territoires où l'uniforme a disparu depuis longtemps ?

Tant que la « dictature du tiroir-caisse », synonyme d'une politique à courte vue, l'emportera sur les vrais défis lancés à notre société, jamais l'Etat ne trouvera grâce dans l'opinion, à gauche comme à droite. Cette remarque vaut également pour le secteur privé où ce ne sont ni la pertinence, ni la qualité des moyens mis en œuvre qui déterminent la politique sécurité de l'entreprise. Cette politique, revue et corrigée par les responsables des achats ou les directeurs financiers, conduit toujours à une lutte sans merci pour des prix bas : bonjour, l'image ! Sécurité politique, sécurité privée : même combat ! Le problème serait simple, s'il n'était, avant tout, politique et idéologique.

Tant que, dans notre pays, les vrais professionnels qui officient dans les deux « camps » seront sous la coupe d'une administration totalement déconnectée des réalités du terrain et soumise à des syndicats si peu représentatifs et pourtant si puissants, alors il faudra, une fois de plus, nous préparer à affronter le pire. ■

Daniel Rémy

PDG de Groupe Daniel Rémy, pionnier de la sécurité privée en France (depuis 1976)

L'intégralité de cette tribune libre est consultable sur le site de Daniel Rémy : www.groupe.danielremy.com

Til Technologies poursuit son développement organique

4

La société spécialisée dans la conception de systèmes de contrôle d'accès poursuit sa progression, mais un à rythme plus modéré qu'auparavant : après avoir enregistré une croissance annuelle moyenne d'environ 20% sur les cinq derniers exercices (un CA de 9,4 M€ en 2007 et de 10,6 M€ l'année dernière assorti d'un bénéfice net de 0,76 M€), l'entreprise prévoit seulement une légère augmentation de son CA en 2009, annonce à En Toute Sécurité Marie-Solange Brisse, son directeur administratif et financier.

Ce résultat ne remet pas en cause les objectifs de Til Technologies qui prévoit un doublement du CA entre 2008 et 2012, pour atteindre 20 M€. Les effectifs devraient croître dans une proportion comparable, de 53 collaborateurs aujourd'hui à 80 dans trois ans. « *Nous allons rattraper le ralentissement de notre croissance d'ici deux ans* », affirme Marie-Solange Brisse. Ces objectifs seront atteints en interne, car l'entreprise déclare n'être « *pas intéressée par d'éventuelles acquisitions.* »

Un effort dans l'investissement

La société mise en revanche sur l'investissement en R&D, auquel elle consacrera au moins 0,5 M€ en 2009. Cet effort lui a notamment permis de développer Proxilis, un lecteur de cartes programmable dont elle attend d'importantes retombées commerciales.

Pour l'heure, Til Technologies a déjà obtenu la signature d'un nouveau contrat-cadre de cinq ans avec la SNCF. Proxilis remplacera donc une partie des anciens lecteurs du



Gines Linares, PDG de l'entreprise, veut ouvrir le capital aux salariés en 2012.

transporteur public, au moins jusqu'en 2014. La ville de Chambéry a également adopté ce nouveau produit pour sécuriser l'accès de ses garages à vélo.

D'autres contrats d'envvergure pourraient être conclus à court terme. L'entreprise s'estime en effet « *bien placée* » pour bénéficier du renou-

vellement des 19 000 lecteurs de badges de France Télécom et Orange France. Elle s'intéresse aussi de très près au déploiement prochain de la nouvelle carte des professionnels de santé, la CPS3. Des discussions techniques et organisationnelles ont lieu avec le fabricant de cartes Oberthur et le groupement d'intérêt public concerné (GIP-CPS), au sein de l'Alliance jROP (Just Reading Open Platform), une association de fabricants de lecteurs de contrôle d'accès.

Prochaine création d'agences en France

Après un développement significatif à l'international (voir ETS

n°435), Til Technologies souhaite désormais accroître son implantation en France. En dehors de son siège social basé à Aix-en-Provence, la société dispose actuellement d'un bureau à Bordeaux et d'une agence commerciale à Paris. Elle affiche l'intention d'ouvrir plusieurs agences régionales d'ici 2012, mais reconnaît que ce projet est encore « *en gestation* ». Cette stratégie ne modifiera pas le circuit de distribution de Til Technologies, qui continuera de s'appuyer sur son réseau d'intégrateurs pour l'installation de ses produits.

Enfin, le renforcement financier de l'entreprise se traduira par l'ouverture du capital aux salariés en 2012. La société, qui s'enorgueillit d'être restée « *indépendante malgré les propositions de rachat* », mise beaucoup sur sa politique sociale (promotion interne, partage des bénéfices...) pour créer l'émulation nécessaire à la réalisation de son ambition : devenir le premier constructeur français indépendant de son secteur en moins de dix ans. Le capital est aujourd'hui entre les mains de Gines Linares, son PDG (33%), Marie-Solange Brisse (33%) et Jean-Marc Mesona (33%). ■

Partenariat Brink's Wincor Nixdorf

Brink's France et Wincor Nixdorf ont signé un partenariat pour proposer aux enseignes de distribution une offre globale d'externalisation de gestion des espèces, depuis la ligne de caisse du magasin jusqu'à la remise en banque. L'offre concerne l'audit des process, les solutions d'automatisation, la manipulation des automates en magasin, la mise en sécurité des fonds, le transport des fonds, le comptage, la télétransmission, le crédit de la recette au jour J, la supervision technique des équipements, la certification. Cette plate-forme assure la consolidation de la disponibilité du cash et des équipements et améliore ainsi la prévisibilité liée au niveau de cash nécessaire au fonctionnement du magasin.

Tag Technologies élargit son réseau de distribution

La société spécialisée dans la conception de centrales d'alarme est en train de compléter son réseau de distribution en négociant avec des acteurs venus d'horizons divers et pour des accords ayant un contenu différent, annonce à En Toute Sécurité Jean-Marc Prunet, son directeur général.

Tag Technologies mène ainsi des discussions avec plusieurs télésurveilleurs, des alarmistes, de gros installateurs et diverses enseignes de distribution dans la catégorie des GSB et GSA. La société, qui a débuté la commercialisation de ses produits en les vendant via Internet puis par l'intermédiaire de distributeurs spécialisés en alarme, vient de signer un accord avec le distributeur électrique Sonepar.

Ces partenariats concernent notamment la nouvelle version de My Fox, qui ne s'appuie pas sur une centrale d'alarme, mais sur une box ADSL, permettant également la transmission d'images pour la vidéosurveillance. Le système, basé sur la simplicité d'utilisation, se destine principalement aux particuliers mais aussi aux artisans, commerçants et professions libérales. Il est vendu à partir de 299 € TTC (et 4,99 € d'abonnement par mois sans vidéosurveillance) ou à partir de 399€ TTC (et 9,99 € d'abonnement avec la vidéosurveillance).

Conserver l'avance technologique

My Fox, qui comprend un capteur d'effraction multisensoriel et autonome, a été développé en partenariat avec le laboratoire public Laas-CNRS à l'issue de 10 000



Jean-Marc Prunet :
« *Nous envisageons l'ouverture du capital de l'entreprise pour accélérer notre croissance* ».

heures de travail (voir ETS n°456). Tag Technologies, créé en 2005 et employant une quinzaine de personnes, est rentable. La société ne communique pas ses résultats, mais le CA est estimé par En Toute Sécurité à plusieurs M€ en 2008.

Par ailleurs, l'entreprise familiale pourrait ouvrir son capital « *d'ici quelques mois afin d'accélérer sa croissance, de se développer à l'international et de garder son avance technologique* », déclare Jean-Marc Prunet. Le nouvel actionnaire pourrait être un investisseur financier qui prendrait seulement une part minoritaire.

Jean-Marc Prunet, 32 ans, ancien de la banque d'affaires Rothschild et de la société d'investissement Eurazeo, a remplacé en juin dernier son père Jean Prunet à la tête de l'entreprise. ■

5

TÉLÉSURVEILLANCE / MOUILLERON-LE-CAPTIF (85)

CTCam s'associe à Pacifica

La société de télésurveillance du Crédit Agricole et Pacifica, compagnie d'assurance dommages du Crédit Agricole Assurances, ont signé un partenariat commercial le 1^{er} octobre. Cet accord permettra de développer la prescription de l'offre de télésurveillance de CTCam auprès des clients du Crédit Agricole en l'associant à l'assurance des biens immobiliers (assurance habitation et crédit habitat notamment).

L'offre de CTCam est labellisée au niveau national et proposée aux clients lors de la souscription d'un contrat d'assurance multirisque habitation, multirisque professionnelle ou encore à un client sinistré par un vol. L'ouverture du capital de CTCam sera proposée aux caisses régionales de Crédit Agricole ainsi qu'à Pacifica qui pourrait ainsi détenir 5% des actions.

CTCam a réalisé un CA de 34,4 M€ en 2008 avec un résultat net de 3,6 M€ et des effectifs de 300 salariés. La société dispose d'un parc d'environ 35 000 abonnés dont 23 500 professionnels, 8 700 particuliers et 3 750 raccordements en téléassistance. ■

Arjowiggins Security n'est plus à vendre

Le fond d'investissement Sequana Capital, qui contrôle le groupe papetier Arjowiggins, a décidé de ne plus vendre la filiale sécurité comme il en avait eu l'intention au printemps dernier. Il estime en effet que le prix proposé est trop bas et que les conditions de reprise ne sont pas remplies, d'autant que la situation financière du groupe papetier ne nécessite plus une cession de sa filiale sécurité. En février dernier, Sequana avait discuté sur ce sujet avec le fond d'investissement français 21 Centrale Partners (voir ETS n°452).

Arjowiggins Security, qui a poursuivi en 2009 l'amélioration de ses performances, fabrique des papiers pour des documents sécurisés, des étiquettes antivol, etc. pour un CA d'environ 300 M€.

IndigoVision surveille la frontière canadienne

La firme britannique remporte un contrat pour la vidéosurveillance de la frontière canadienne, annoncé comme étant le plus important jamais signé en technologie IP et haute définition. IndigoVision a fourni 500 caméras pour remplacer des modèles analogiques et 200 enregistreurs numériques à installer sur trente postes frontières terrestres. Il a choisi Intercon ADT, Chubb et Southwest Surveillance pour effectuer l'installation.

Sagem Sécurité signe un contrat avec IBM pour la fourniture d'une solution de gestion multibiométrique (reconnaissance du visage et des empreintes digitales) des documents d'identité et de voyage pour le Home Office en Grande-Bretagne.

Genetec a été retenu pour la fourniture d'un système de vidéosurveillance Omnicast à l'aéroport de Denver (Colorado), le 10^e dans le monde pour le trafic. Le système comprend 1 200 caméras et douze stockeurs. Ces chiffres doubleront d'ici 18 mois.

en bref

Sperian Protection a inauguré le 2 octobre à Châlon-sur-Saône un nouveau laboratoire de recherche consacré aux gants de protection. Il travaillera à la conception de nouveaux modèles protégeant des coupures, de l'abrasion, des risques thermiques et chimiques.

Sagem a entamé des discussions exploratoires avec Thales pour mettre fin aux doublons dans leurs activités concurrentes dans les domaines de la sécurité et de la défense.

DynCorp signe un accord pour racheter Phoenix Consulting, spécialiste de la formation en intelligence économique qui emploie 400 salariés.

Sécuridev a annulé ses actions détenues en auto-contrôle représentant 6,1% du capital. Par ailleurs, KBL Richelieu Gestion est sorti du capital du groupe de serrurerie par cession de tous les titres détenus.

Securitas : acquisition en Colombie

Le groupe suédois poursuit ses rachats de sociétés de sécurité en Amérique Latine : il annonce début octobre l'acquisition de Socovig, spécialisée dans le gardiennage, mais également présente en intervention sur alarme et télésurveillance. Implantée à Bogota, Cali, Barranquilla et Pereira, elle a réalisé un CA équivalent à 6,7 M€ avec des effectifs de 1 100 salariés.

La société sera fusionnée avec la filiale de Securitas opérant en Colombie qui devrait employer un total de 2600 personnes pour un CA équivalent à 16 M€. Le marché colombien du gardiennage est extrêmement fragmenté et progresse d'environ 10-12% par an.

Brink's se renforce en Asie

Brink's a acquis 38% du capital de la société de transport de fonds indienne Arya, s'ajoutant aux 40% qu'il détenait déjà depuis la création de l'entreprise en 1981. Basé à Bombay, Arya a réalisé un CA de 25 M\$ en 2008 avec des effectifs de 2300 salariés. Le groupe américain a également pris une participation majoritaire dans la société chinoise ICD, spécialisée dans l'installation de systèmes de sécurité électronique avec un CA de 12 M\$ et 200 personnes.

entreprises en France

Hologram veut s'implanter aux Etats-Unis

Le fabricant de dispositifs d'authentification de documents veut s'implanter aux Etats-Unis pour y produire sur place, notamment en effectuant une acquisition. Cela pourrait concerner une société dont la valeur serait inférieure à 10 M€. Le groupe, qui veut élargir ses activités à la sécurité numérique, a l'intention de changer de nom avant la fin de l'année pour symboliser cette orientation.

L'Atlas d'entoutesécurité

l'ouvrage de référence de la profession

- L'impact de la crise économique sur la profession de la sécurité privée : les performances chiffrées de 1500 entreprises.
- Le point de vue des donneurs d'ordre.
- Deux dossiers d'actualité :
 - les métiers du service ;
 - le développement durable.

Le SNES veut rassembler la profession

Lors de son congrès à Aix-les-Bains les 22 et 23 octobre prochains, le SNES accueillera les présidents des principales organisations professionnelles, à savoir USP (surveillance humaine), SESA (sûreté aéroportuaire), GPMSE (sécurité électronique), Fedesfi (transport de fonds), Unafos (formation), de même que les dirigeants des associations de directeurs sécurité (Agora des directeurs sécurité et CDSE) et des représentants du



Michel Ferrero :
« Nous souhaitons la tenue de rencontres régulières avec les autres organisations professionnelles ».

ministère de l'Intérieur. « C'est une première. Il faut poursuivre un dialogue constructif entre les organisations de la sécurité privée, mais aussi avec les pouvoirs publics, les salariés et les acheteurs. Après notre congrès, nous souhaitons que se déroulent des rencontres régulières avec ces organismes mais que chacun garde son identité pleine et entière », déclare à En Toute Sécurité Michel Ferrero, président du SNES.

Six mois après son élection à la tête de l'organisation en avril dernier (voir ETS n°453 et 454), il estime qu'un « changement de mentalité est déjà perceptible », ajoutant qu'il faut donner une nouvelle image de la profession. Les récentes défections d'adhérents (Onet Sécurité a quitté le SNES et Neo Security l'USP) doivent inciter les organisations professionnelles à être « plus que jamais une force de proposition », affirme-t-il. Michel Ferrero déclare qu'en un semestre de mandat à la tête du SNES, la position du syndicat a été « rétablie » vis-à-vis des ministères et diverses institutions. ■

7

La CoESS fête ses vingt ans

La Confédération européenne a fêté ses vingt ans d'existence au cours d'une assemblée générale qui s'est tenue à Rome. La CoESS, présidée par le Belge Marc Pissens, regroupe plus de 50 000 sociétés de sécurité privée réparties dans trente pays et employant environ 1,7 million de salariés. Reconnue par les institutions européennes, elle travaille sur divers dossiers comme la mise en place progressive d'une harmonisation des législations au niveau du continent, les relations avec les forces de l'ordre public et les pouvoirs publics ou encore la formation des agents de sécurité. Pour la période 2009-2010, la CoESS s'est donnée pour objectif



de créer un standard pour les services de sûreté aérienne et aéroportuaire, de tenir les 2^e et 3^e Sommet européen de la sécurité privée sous les présidences Suédoise et Belge (dont le premier avait eu lieu à Paris en décembre 2008), de mener une

étude sur l'impact socio-économique de la profession, de poursuivre l'harmonisation européenne et de favoriser la mobilité des salariés à travers l'Europe. L'organisation avait été créée en 1989 à Rome, à l'initiative de la France et notamment de Claude Lévy, actuel président d'honneur du SNES. ■

Les Editions législatives lancent actuel-hse.fr, un journal d'information en ligne dédié aux responsables hygiène, sécurité, environnement exerçant en entreprises industrielles et dans les collectivités publiques. Le site comprend une actualité de la santé-sécurité, des rubriques sur le droit à l'environnement industriel et de la qualité, des avis d'experts, l'agenda de la profession, etc.

Promotelec, association pour la promotion des usages durables de l'électricité, publie un guide intitulé « Installations électriques des logements sociaux », concernant principalement les exigences de sécurité (100 pages, 25 €). Il s'adresse aux bailleurs, syndicats, administrateurs de biens, maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrage, agents immobiliers, formateurs, institutions, etc.

Aquila a enregistré un résultat net de 0,23 M€ au 1^{er} semestre (+40%) pour un CA de 5,35 M€ contre 4,67 M€ un an auparavant. « *Le succès de la politique commerciale, qui a permis de conquérir de nouveaux clients grands comptes et de dynamiser la croissance du segment de la surveillance de courte et moyenne durée, et du plan de réduction des coûts mise en œuvre début 2009 est à l'origine du redressement de la rentabilité* », indique la société.

Delta Plus Group affiche un CA sur neuf mois en chute de 20,8% à 88,9 M€ (-5,8% en France et -26,9% à l'international) et la baisse est de 18,2% pour le seul 3^e trimestre. Ce ralentissement du recul tient aux commandes de masques respiratoires en prévention de la grippe A et à l'arrêt progressif du phénomène de déstockage. Sur l'ensemble de l'année, le fabricant d'EPI prévoit un CA qui devrait se situer entre 130 et 134 M€, soit une baisse comprise entre -16% et -19%.

Garda redevient bénéficiaire au 1^{er} semestre : le leader canadien de la sécurité privée dégage un résultat net de 4 M \$Can contre une perte de 1,2 M \$Can un an auparavant. Le CA est en hausse de 1,5% à 552,1 M \$Can et l'endettement a été réduit de 110,4 M \$Can.

IndigoVision annonce un CA de 26,4 M€ pour l'exercice achevé en juillet dernier (+43%) pour un résultat opérationnel de 3,2 M€ (+59%). Les ventes du groupe britannique spécialisé dans la vidéosurveillance sur IP ont progressé de 103% en Amérique, de 50% en Asie et de 10% en Europe-Moyen-Orient, avec des percées dans les casinos et les aéroports.

Petards affiche un CA semestriel de 6,6 M€ (contre 10,5 M€ pour la même période de l'an dernier) pour un résultat avant impôts de 0,24 M€ (contre 0,3 M€).

Easydentic : pertes semestrielles

Le leader français du contrôle d'accès biométrique, qui a plongé dans le rouge en 2008 (voir ETS n°455), affiche une perte nette consolidée de 8,2 M€ au 1^{er} semestre contre un bénéfice net de 4,4 M€ un an auparavant. La perte courante s'élève à 10,9 M€, soit 1 M€ de plus que le montant initialement prévu en juillet dernier, notamment en raison de la baisse du taux d'acceptation des dossiers de financement par le leaser en mai et juin. A l'exception de l'Allemagne,

les six autres pays contribuent positivement à la rentabilité opérationnelle du groupe.

Le CA du semestre est en repli de 25% à 43,7 M€, intégrant une progression de 47% à l'international qui représente 55% de l'activité totale et une baisse de 67% en France.

Les capitaux propres s'élevaient à 3,7 M€ et les dettes financières à 21,1 M€ au 30 juin, c'est-à-dire avant l'augmentation de capital de 14 M€ intervenue en juillet (voir ETS n°461).

Dorma : performances en baisse en 2009

Le groupe allemand spécialisé dans la sécurité physique a réalisé un CA de 882,2 M€ pour l'exercice achevé fin juin 2009, en baisse de 1,3% par rapport à l'année précédente (894 M€). De même, le bénéfice s'élève à 59,8 M€ contre 65 M€ un an auparavant. La baisse des ventes a été de 20,7% en Chine, de 1,3% en Europe centrale et de 1,1% en Allemagne, pays qui génère 24% de son CA total.

Dorma a réduit ses effectifs de 290 salariés pendant l'exercice pour revenir à 6621 collaborateurs, tandis que les diverses mesures de compression des coûts permettront d'économiser 22,2 M€ par an.

Kaba : résultats 2009 en recul

Le groupe suisse de serrurerie et de contrôle d'accès déclare un CA de 1166 M CHF (772,1 M€) pour l'exercice achevé fin juin 2009 en recul de 10,6% par rapport à l'année précédente, dont 5,7% est du à la baisse des ventes, le reste au taux de change défavorable. Le résultat net s'est élevé à 70,7 M CHF (47,1 M€), en recul de 27,2%, notamment en raison de coûts de restructuration en Amérique et en Asie de 4,9 M CHF (3,2 M€).

Une réorganisation a par ailleurs été menée en juillet dernier avec la fusion de l'activité Safe Locks et de la société chinoise Wah Yuet au sein d'une nouvelle division baptisée Serrurerie industrielle.

Kaba ne prévoit pas une reprise de ses ventes avant l'exercice 2010-2011.

« **En Toute Sécurité** » est une publication bimensuelle de la société Technopresse, SARL au capital de 15 244,90 € - RCS Paris B 350 206 736 - 46, rue de Douai - 75009 Paris - Tél. : (33) 01 40 16 04 03 Fax : (33) 01 40 16 95 03 - www.security-info.com - E-mail : contact@security-info.com. Directeur de la publication, rédacteur en chef : Patrick Haas. Ont collaboré à la rédaction : Pierre-Olivier Lauvige et Gabriel Bourovitch. Secrétariat : Stéphanie Badée. Conseiller de la rédaction : Roger Pellegrini. Abonnement France 1 an : 420 € TTC (TVA 2,1% incluse). Prix au numéro : 23 € TTC. Abonnement étranger 1 an : 442 €. Maquette : Patrick Fébié - Littérale. Imprimerie : Office Parisien 7, rue Notre-Dame des Victoires - 75002 Paris. Copyright : Technopresse. **Photocopie interdite.** Commission paritaire - N°0211 | 87548. ISSN 0998-2064.